

# **Un plan économique et une stratégie industrielle pour les travailleuses et travailleurs**

---

Mémoire déposé dans le cadre des consultations prébudgétaires du Comité des finances en prévision du budget fédéral de l'automne 2025

Août 2025



## À propos d'Unifor

Unifor est le plus grand syndicat du secteur privé au Canada. Il représente 320 000 travailleuses et travailleurs à l'échelle nationale dans tous les principaux secteurs de l'économie, notamment la fabrication de pointe, les ressources naturelles, les transports, les communications ainsi que les services publics et privés. Au nom de ses membres, Unifor se réjouit de pouvoir présenter un résumé de ses demandes pour le budget 2025.

## Des mesures audacieuses pour bâtir une économie résiliente

Pour bâtir l'économie canadienne au moyen du budget 2025, il faut prendre des mesures audacieuses. Le gouvernement doit concevoir et mettre en œuvre des solutions qui réduisent la dépendance excessive du Canada à l'égard des États-Unis, défendent les intérêts nationaux du Canada, répondent aux menaces persistantes du président Trump et poursuivent une stratégie de croissance de bons emplois syndiqués. Unifor présente cinq idées précises illustrant comment le gouvernement peut y parvenir, notamment en tirant parti de nos atouts économiques nationaux, en renforçant les liens entre les provinces et en développant des relations économiques étroites avec nos alliés.

### 1. Pénaliser les entreprises qui délocalisent leurs emplois aux États-Unis

Le gouvernement doit pénaliser les entreprises qui agissent contre l'intérêt économique national du Canada en délocalisant des emplois, la production ou les investissements aux États-Unis, se pliant ainsi au mandat établi par le président Trump dans le cadre de sa politique tarifaire.

Le transfert de la production ou la délocalisation d'actifs productifs du Canada vers les États-Unis, en réponse à des tarifs douaniers illégaux, met en péril l'économie canadienne et porte atteinte à la souveraineté du Canada.

Le Canada dispose déjà de lois, notamment la *Loi sur les mesures extraterritoriales étrangères*, qui interdisent aux entreprises de se conformer à des règles étrangères qui nuisent aux intérêts du Canada.

Le gouvernement fédéral doit :

- Utiliser les pouvoirs prévus par cette loi pour protéger et défendre les emplois canadiens, en sanctionnant les entreprises qui délocalisent leur production. Le gouvernement doit également renforcer la loi afin de permettre l'imposition de sanctions plus sévères que celles actuellement envisagées, notamment des sanctions pécuniaires plus lourdes et l'interdiction de réimporter des marchandises produites par des entreprises qui enfreignent la loi.

### 2. Bâtir le secteur énergétique du Canada

Le Canada doit avoir un accès privilégié à ses propres ressources naturelles. Faciliter le transport par chemin de fer du pétrole, du gaz et d'autres intrants essentiels d'Ouest en Est constitue le moyen le plus efficace d'approvisionner les raffineries canadiennes et

de sécuriser les chaînes d'approvisionnement des industries chimiques et plastiques à valeur ajoutée, de soutenir la production de diesel et d'essence et de fournir des marchés intérieurs pour la production de biocarburants.

Contrairement aux pipelines actuels, le transport ferroviaire du pétrole ne traverse pas les États-Unis. La capacité de transport par pipeline entre les provinces canadiennes est actuellement limitée pour le pétrole, le gaz et les produits chimiques. Pour se détourner rapidement du transport maritime via les États-Unis, le Canada doit s'appuyer sur les chemins de fer. Cela nécessite de constituer un parc de wagons capables de transporter les ressources naturelles en toute sécurité.

Parallèlement à ce besoin immédiat, le Canada doit également développer de nouvelles infrastructures énergétiques et des réseaux électriques est-ouest.

Le gouvernement fédéral doit :

- S'engager immédiatement à renforcer la capacité de transport ferroviaire des ressources naturelles du Canada, notamment en construisant des wagons-citernes et des wagons de marchandises fabriqués au Canada;
- Considérer les nouvelles infrastructures énergétiques interprovinciales et les réseaux électriques est-ouest comme un projet d'intérêt national.

### [3. Les dépenses militaires qui soutiennent les industries canadiennes](#)

La protection de la souveraineté du Canada exige que le gouvernement repositionne sa stratégie de défense en diversifiant ses relations en matière de sécurité et en acquérant davantage d'infrastructures conçues et construites au Canada.

Le gouvernement fédéral doit :

- Réformer les processus d'approvisionnement en matière de défense afin de permettre aux entreprises canadiennes de construire l'équipement dont le Canada a besoin pour défendre sa souveraineté;
- Renforcer la collaboration entre le Canada et l'Europe en mettant l'accent sur des domaines clés tels que la recherche, le partage d'informations, la politique industrielle, la production de défense, les droits des travailleuses et travailleurs et l'accès aux marchés.

### [4. Restriction de la propriété étrangère des minéraux essentiels](#)

Le Canada possède d'importantes réserves de minéraux essentiels à sa prospérité future. Ces minéraux sont nécessaires pour développer les industries nationales, faire progresser les efforts de réconciliation avec les peuples autochtones et développer une économie carboneutre.

Il est impératif que le Canada contrôle ces ressources. Le pays a récemment démontré sa capacité à le faire en soumettant les capitaux étrangers à un examen des avantages nets et en renforçant le contrôle des investissements étrangers publics ou influencés par des États étrangers dans les minéraux essentiels.

Le gouvernement fédéral doit :

- Restreindre la propriété ou le contrôle étrangers sur les minéraux essentiels du Canada;
- Orienter les investissements publics vers le développement de la transformation à valeur ajoutée des minéraux essentiels et de la fabrication à valeur ajoutée;
- Allouer des ressources pour constituer des réserves nationales de métaux stratégiques critiques.

## 5. Soutenir la foresterie grâce à une stratégie en matière de logement abordable

Le Canada peut transformer les difficultés commerciales actuelles en une occasion en développant l'industrie forestière grâce à la production de produits du bois et de procédés de construction innovants, et en reliant la récolte et la transformation des produits forestiers canadiens à un programme national élargi de construction de logements. Pour ce faire, le Canada doit réduire sa dépendance historique à l'exportation de matières premières et se concentrer sur la transformation et l'utilisation des produits du bois canadiens au Canada.

Le gouvernement fédéral doit :

- Collaborer avec ses partenaires provinciaux afin de réviser et d'harmoniser l'approche canadienne en matière de construction et de délivrance de permis;
- Promouvoir et privilégier l'utilisation des produits de bois d'ingénierie canadiens dans la construction résidentielle au Canada, y compris dans les maisons modulaires;
- Mettre en œuvre des investissements durables à long terme qui permettront de relier les produits forestiers du Canada à une stratégie nationale améliorée en matière de construction résidentielle.

## Stratégie industrielle, services publics et stabilisateurs économiques

En plus de donner suite aux recommandations importantes ci-dessus pour faire face aux tarifs douaniers américains, le gouvernement fédéral doit également investir pour transformer l'économie industrielle du Canada, en s'appuyant sur des stratégies industrielles, l'amélioration des programmes publics et le renforcement des mesures de soutien à la transition et des stabilisateurs économiques.

### Stratégies industrielles

#### Aérospatiale

L'industrie aérospatiale canadienne génère d'importants retombées économiques et des emplois syndiqués de qualité pour l'économie, et elle est en pleine croissance.

Le gouvernement doit renforcer l'industrie aérospatiale canadienne en mettant en place des programmes d'investissement bien capitalisés, à long terme et flexibles, en créant un

conseil de développement de l'industrie chargé d'élaborer une stratégie industrielle et en maximisant le contenu canadien dans tous les marchés publics liés à l'aérospatiale.

## Transport aérien

Le système de transport aérien canadien a connu un chaos opérationnel ces dernières années. Les travailleuses et travailleurs et les voyageurs méritent mieux. L'amélioration des conditions de voyage passe par une amélioration significative des conditions de travail.

La [Charte d'Unifor sur les droits et libertés des travailleuses et travailleurs du transport aérien](#) présente une feuille de route au gouvernement. Elle exige un plan visant à améliorer les conditions de travail dans le secteur, notamment en mettant fin au transfert des contrats, en mettant en œuvre les droits de succession complets, en établissant des exigences en matière de salaire minimum vital, en luttant contre la violence et le harcèlement croissants et en interdisant la poursuite de la privatisation des aéroports.

## Automobile

L'industrie automobile canadienne est assiégée par les tarifs douaniers injustes imposés par les États-Unis et par les efforts du président Trump pour démanteler les réglementations sur la consommation de carburant.

Le gouvernement doit s'engager à résoudre ce différend tarifaire à condition que les tarifs douaniers soient supprimés, en reconnaissant l'interdépendance extraordinaire de la chaîne d'approvisionnement transfrontalière entre le Canada et les États-Unis. Le gouvernement doit également élaborer de manière stratégique une réglementation fédérale sur les véhicules propres afin de positionner le Canada comme un site d'investissements continus et tournés vers l'avenir dans le domaine des véhicules électriques et de la chaîne d'approvisionnement connexe.

Le budget 2025 doit prévoir des fonds pour mener une étude de faisabilité sur la création d'un constructeur automobile canadien et doit respecter la promesse du gouvernement de créer un Fonds de réponse stratégique de 2 milliards de dollars, y compris des fonds destinés à soutenir les travailleuses et travailleurs de l'automobile mis à pied.

## Énergie

Le gouvernement fédéral a besoin d'une politique d'investissement énergétique qui soutienne les solutions énergétiques conçues au Canada pour l'économie et le climat uniques du pays, et qui réduise les émissions responsables du changement climatique. Le gouvernement doit promouvoir l'entretien et la modernisation des infrastructures afin de réduire les émissions fugitives tout au long de la chaîne d'approvisionnement énergétique, et continuer à investir dans les technologies de capture et de stockage du carbone.

## Stratégie de lutte contre les feux de forêt

Le gouvernement doit s'attaquer aux effets négatifs liés à la fréquence et à l'intensité croissantes des feux de forêt au moyen d'une stratégie qui intègre la lutte contre les changements climatiques et les incendies, la gestion des risques et la planification en cas de catastrophe, tout en tirant parti de l'expertise du Canada dans le domaine de l'aérospatiale pour remédier à la pénurie actuelle d'avions bombardiers d'eau qui entrave les efforts de lutte contre les incendies.

## Médias

Unifor salue les efforts récemment déployés par le gouvernement fédéral pour remédier à la crise que traverse le secteur des médias au Canada, mais il faut faire davantage pour soutenir les travailleuses et travailleurs des médias et améliorer l'accès à l'information locale.

Le gouvernement doit légaliser et encourager les dons philanthropiques aux organismes de presse qualifiés, explorer les possibilités permettant aux coopératives de presse composées d'employés ou de citoyens de fonctionner comme des organismes sans but lucratif, combler la lacune en matière de publicité créée par l'article 19 de la Loi de l'impôt sur le revenu et mieux protéger les journalistes contre le harcèlement et les abus. Jusqu'à ce qu'un accord commercial acceptable soit conclu avec les États-Unis, le Canada doit réintroduire sa taxe sur les services numériques et commencer à percevoir les fonds rétroactifs auprès des fournisseurs de services étrangers.

## Transports publics

Les transports publics locaux sont confrontés à une crise de financement due à des budgets serrés, à la croissance démographique et à la nécessaire transition vers la décarbonisation.

Le gouvernement fédéral doit augmenter le financement des infrastructures, maximiser le contenu canadien dans les marchés publics et permettre aux agences de transport en commun de tirer parti des stratégies d'approvisionnement collectif. Le Canada doit prendre des mesures pour lever tous les obstacles et finaliser l'acquisition de voitures de métro fabriquées à Thunder Bay pour la Commission de transport de Toronto.

## Transport ferroviaire

Le fait de privilégier la réduction des coûts et les profits au détriment de la sécurité et de la qualité du service met en danger les travailleuses et travailleurs et les usagers du transport ferroviaire au Canada. La privatisation de VIA Rail n'améliorera pas les voyages en train. Encourager le remplacement de la main-d'œuvre par la technologie au détriment de la sécurité entraînera des blessures, des retards et des décès.

Le gouvernement doit mettre sur pied un groupe de travail fédéral chargé d'élaborer des règlements pour guider la transition technologique de l'industrie, financer l'application de ces règlements et élaborer un programme de financement complet qui permettra à la

société VIA Rail de rester publique. Unifor s'attend à ce que les conventions collectives soient maintenues dans tout nouveau service ferroviaire voyageurs.

### Transport routier

Les travailleuses et travailleurs du transport routier, notamment les camionneurs, les chauffeurs de taxi, les professionnels de la logistique et les chauffeurs de covoiturage et de livraison, ont besoin de lois du travail et de normes d'emploi équitables et justes.

Le gouvernement fédéral doit améliorer les normes du travail et la sécurité au travail en construisant davantage d'aires de repos et de stationnement pour les camionneurs longue distance, en finançant une alternative d'assurance à faible coût et en menant une étude sur l'élargissement des inspections et de l'application de la loi dans le modèle d'affaires connu sous le nom de « Drivers Inc. ».

### Télécommunications

L'internet à large bande est un service essentiel qui permet à tous de participer pleinement à la société. Le financement public des infrastructures à large bande ne prévoit pas d'exigences en matière de qualité des emplois locaux ni de limites à la délocalisation et à la sous-traitance.

Le gouvernement doit adopter une législation obligeant les entreprises bénéficiant de fonds fédéraux à déclarer leurs contrats de sous-traitance et à garantir l'accès universel à des forfaits internet sans fil et à large bande abordables.

## Aides à la transition et stabilisateurs économiques

### Réforme de l'assurance-emploi

L'assurance-emploi est le stabilisateur économique le plus important pour les travailleuses et travailleurs en période de perte d'emploi, de formation ou de transition. Cependant, le programme n'est pas adapté à son objectif.

Le gouvernement doit améliorer l'assurance-emploi afin de garantir à un plus grand nombre de travailleuses et travailleurs l'accès à ces prestations en période de crise. Les améliorations comprennent la réduction des critères variables d'admissibilité, l'octroi de 50 semaines de prestations régulières et l'augmentation du taux de remplacement du revenu.

### Protéger les travailleuses et travailleurs en cas d'insolvabilité de leur employeur

L'expérience des travailleuses et travailleurs de la Compagnie de la Baie d'Hudson lors de la récente faillite a mis en évidence une lacune flagrante dans la protection des travailleuses et travailleurs au Canada.

Le gouvernement doit corriger ces lacunes en matière d'accès aux indemnités de licenciement et aux cotisations de retraite en augmentant le plafond du Programme de protection des salariés (PPS), en renforçant le statut de priorité absolue aux travailleuses et travailleurs en tant que créanciers, en rendant les dirigeants d'entreprise responsables du paiement des indemnités impayées et en créant des fonds fiduciaires ou garantis par le gouvernement fédéral afin de garantir que les travailleuses et travailleurs soient indemnisés en cas d'insolvabilité.

## Services publics et recettes gouvernementales

### Régime d'assurance-médicaments universel et complet

Le gouvernement fédéral doit établir un cadre pour un régime d'assurance-médicaments complet et universel et commencer à le mettre en œuvre dès que possible. Un tel régime permettrait d'atténuer la crise de l'accessibilité financière et de réduire les dépenses totales en médicaments au pays.

### Renforcement de la surveillance des dépenses en matière de santé

Les provinces comptent de plus en plus sur les prestataires de services du secteur privé pour fournir des services de santé essentiels. Cette situation est inacceptable. Chaque dollar que les exploitants réalisent sous forme de profit représente un dollar qui n'est pas directement investi dans les soins de première ligne.

Le gouvernement fédéral doit renforcer la surveillance des dépenses liées aux transferts en matière de soins de santé en veillant à ce que les provinces respectent la *Loi canadienne*

sur la santé, en s'assurant que les transferts fédéraux permettent d'accroître la capacité du régime public et en remédiant à la crise de la main-d'œuvre.

### Réorienter les soins de longue durée pour améliorer les soins aux personnes âgées

Le gouvernement doit jouer un rôle plus important pour garantir que les besoins des personnes âgées dans les établissements de soins de longue durée sont satisfaits. Cela comprend l'octroi de transferts conditionnels aux provinces pour atteindre des normes minimales de soins, l'expansion des établissements à but non lucratif et publics, l'élimination progressive des maisons de soins à but lucratif et l'élaboration d'une stratégie globale en matière de main-d'œuvre.

### Renforcer la capacité d'accueil des services de garde

Unifor salue le programme national de services de garde d'enfants du Canada. Le gouvernement doit renforcer les capacités du système existant en collaborant avec les provinces afin d'assurer l'expansion du secteur à but non lucratif et l'élaboration d'une stratégie de recrutement et de maintien en poste.

### Appliquer les lois sur l'équité en matière d'emploi et l'équité salariale

La Commission canadienne des droits de la personne ne peut pas remplir adéquatement son mandat de surveillance des lieux de travail et des employeurs visés par *les lois sur l'équité en matière d'emploi et l'équité salariale*, ni appliquer ces lois ou en assurer le respect dans le cadre de l'enveloppe budgétaire actuelle.

Le gouvernement doit augmenter les fonds alloués afin de recruter du personnel chargé de surveiller la conformité et de faire respecter *les lois*, afin de garantir que le Canada atteigne l'équité salariale et l'équité en matière d'emploi.

KT/jrsepb343